

LE SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE : UN BIEN COMMUN EN VOIE DE DISPARITION

Aujourd'hui vous vous présentez à un centre des finances publiques afin qu'un agent des finances publiques vous renseigne :

Demain vous ne pourrez plus venir !

Pourquoi ? Notre administration lance la cure de « désintoxication » de l'usager du guichet . Comment ? Elle développe les autres canaux d'accès, notamment les services en ligne, pour se substituer à la relation humaine qu'incarne le service de proximité. Elle procède ainsi à la fermeture de services entiers.

Le Vaucluse a déjà payé un lourd tribut à cette politique de désertification : les trésoreries de Bonnieux, Beaumes de Venise, Sault, Le Thor, Pernes les Fontaines et Cadenet ont déjà disparu du paysage ; la fermeture de Gordes est d'ores et déjà programmée, les fermetures d'autres trésoreries sont envisagées dans un avenir proche.

**POUR LE VAUCLUSE, PRES DE 100 .000 DE NOS CONCITOYENS
SERONT IMPACTES !**

Toutefois, dans de nombreux départements, la résistance s'organise : citoyens et élus se battent pour stopper cette destruction. Pour exemple, la Trésorerie de Miramas (13) ne fermera pas ! Dans le département de l'Eure, trois trésoreries ont été sauvées ! Deux autres dans le département du Nord ! D'autres combats ont lieu partout sur le territoire national !

Avec 32000 suppressions d'emplois depuis 2002 (dont 2130 pour l'année 2016 !) au sein des finances publiques, d'autres services sont désormais menacés par des restructurations et des réductions d'ouverture au public, comme les Services des impôts des entreprises (SIE), les Services des impôts des particuliers (SIP), le cadastre, ou les services de publicité foncière (SPF).

Ces choix mettent à mal l'égalité de traitement social et fiscal selon l'endroit où l'on réside, accélèrent la désertification des zones rurales et accroissent la ghettoïsation des zones urbaines.

**Fermetures d'écoles, d'hôpitaux, de bureaux de postes, de maisons de retraite, les zones rurales et moyennes urbaines sont en première ligne.
Au prétexte d'économies budgétaires, l'Etat laisse des territoires entiers à l'abandon, sacrifiés sur l'autel de l'austérité !**

la fraude fiscale est estimée à 60-80 milliards d'euros, soit le montant annuel de l'impôt sur le revenu !

D'autres choix sont possibles ; pour les agents des finances publiques, il est inacceptable de réduire l'action publique et ses services alors que les citoyens les sollicitent de plus en plus dans un contexte économique et social dégradé.

Maintenir les services publics garantit l'égalité de traitement des citoyens, le vivre ensemble et la cohésion sociale dans notre pays.

Or, le gouvernement et tous les candidats à la future élection présidentielle ne veulent qu'une chose : **amplifier la destruction du service public !**

Prélèvement de l'impôt sur le revenu à la source, privatisation programmée du conseil aux collectivités locales, menaces de plus en plus lourdes sur l'indépendance des fonctionnaires, seule garantie d'un service public équitable, menaces sur la représentation syndicale, suppression massive de postes d'agents de l'état...etc ...

Les attaques se multiplient, et les fonctionnaires de ce pays ne sont pas les seules cibles ; la Loi « travail » relève de la même logique de fragilisation du salarié, quel que soit son statut, public ou privé !

**USAGERS, CONTRIBUABLES AGISSONS DÈS MAINTENANT
ENSEMBLE CONTRE LA DISPARITION DE VOTRE
SERVICE PUBLIC...
AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD !**

**DEFENDRE LES SERVICES PUBLICS, C'EST
SE DEFENDRE EN TANT QUE CITOYEN !!**

